



Tableaux de suivi de la guerre russe en Ukraine

Rédacteur : C. Gloaguen

Sources : presse nationale, internationale et russe

Version mise à jour le 13 septembre 2022. Copyright Septembre 2022-Gloaguen/Diploweb.com

Table des matières

1-Négociations de paix / Cessez-le-feu : déclarations/intentions des 2 camps	2
2- Evènements pouvant induire la fin du conflit ou un gel des combats	4
3- Thèmes de propagande utilisés par Moscou depuis le début des opérations	6
4- Evolution du contenu des « buts de guerre » russes depuis le 24 février 2022	8
5- Historique de l'accord sur les « export de céréales »	10
6 - Chronologie de la préparation des opérations (côté russe)	13

1- Négociations de paix / Cessez-le-feu : déclarations/intentions des 2 camps

Date	Auteur	Déclarations
11 septembre 2022	V. Zelensky, interview CNN	« Je ne vois de (la part des Russes) aucune volonté d'être constructifs. J'ai pour principe de ne pas parler à ceux qui fixent des ultimatums » (...) L'Ukraine « se battra jusqu'au bout » et un accord entre la Russie et l'Ukraine ne pourra être conclu qu'après le retrait des troupes russes du territoire ukrainien. « Certains pays nous poussent vers le processus de Minsk. Je veux que le monde reconnaisse qu'une solution diplomatique est une chose, et qu'un Minsk-2, 3, 5, ... 10 en sont une autre. Ce sont deux choses différentes, car Minsk est une feuille blanche ».
	S. Lavrov, MAE russe	Rappelant une interview de V. Poutine, S. Lavrov « (...) nous ne refusons pas les négociations, mais ceux qui les refusent doivent comprendre que plus ils retardent ce processus, plus il leur sera difficile de négocier avec nous » (...) Notant qu'à Kyiv, le retrait des troupes russes est posé comme conditions de toute négociation, il ajoute « Et alors, quand la Russie aura quitté les terres ukrainiennes, ils seront prêts à parler, à nous imposer leurs conditions. En cela, ils sont activement soutenus, voire encouragés, par Londres, Washington, Bruxelles. Si tel est leur choix, alors nous savons comment atteindre les objectifs fixés par le président russe Vladimir Poutine dans le cadre de l'opération militaire spéciale ».
	A. Danilov, secrétaire du Conseil de sécurité ukrainien, interview à la Voix de l'Amérique	L'Ukraine ne cessera pas le combat même après avoir atteint ses frontières administratives (...) Kyiv doit, ensuite, « mettre l'accent sur la question de l'influence russe sur ces voisins ».
10 septembre 2022	V. Zelensky, Oleksii Reznikov (MINDEF ukrainien)	<ul style="list-style-type: none"> V. Zelensky (Forum international annuel Yalta European Strategy (YES) de Kyiv) : Les négociations avec Moscou sont actuellement impossibles, car « personne ne croit » les autorités russes. Oleksii Reznikov : « On ne peut parler que du rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine dans ses frontières reconnues en 1991 » (...) « Cela signifie que la Crimée entière, c'est l'Ukraine et le Donbass ».
8 septembre 2022	A. Blinken, secrétaire d'Etat américain	Selon un site internet ukrainien, A. Blinken aurait, lors de sa rencontre avec Zelensky à Kyiv, évoqué l'idée d'une reprise des négociations de paix.
29 août 2022	G. Trukhanov, maire d'Odessa, interview au Corriere della sera	« La vie de millions de personnes est en jeu (...). Bien sûr, je voudrais revenir à nos frontières de 1991, mais il faut négocier pas à pas, chercher progressivement des compromis, éviter la confrontation. (Le président Zelensky) aurait dû laisser plus d'autonomie aux régions et aux communes, s'il écoutait nos propositions, le pays fonctionnerait mieux ».
25 août 2022	Président de la commission de la Douma pour les affaires étrangères, et leader du LDPR, Leonid Slutskiy	Si la partie ukrainienne se déclare prête à des négociations quel que soit le niveau, quel que soit le format, alors nous en discuterons et réagirons (...)."Nous sommes prêts à envisager un processus de négociations, si la partie ukrainienne est prête à une capitulation inconditionnelle, à une réduction qualitative de ses forces armées, ainsi qu'à une dénazification totale, absolue et inconditionnelle".
24 août 2022	V. Zelensky, déclaration fête nationale	Résumé : combat jusqu'à la victoire finale. Une « nouvelle nation » est apparue qui « qui ne fera ni concession ni compromis ». « pas de négociation de paix sans retrait préalable des troupes russes ».
22 août 2022	V. Zelensky	Zelensky menace de renoncer à toute négociation en cas de procès des combattants d'Azov à Marioupol → « Ce sera la ligne au-delà de laquelle toute négociation sera impossible ».
22 août 2022	Représentant russe auprès de l'ONU à Genève, G. Gatilov	« Plus le conflit durera, plus il sera difficile d'obtenir une solution diplomatique ». Les efforts diplomatiques sont sapés par la politisation du travail de certaines structures de l'ONU. L'ONU devrait jouer un rôle plus positif dans le processus de régularisation.
28-29 mars 2022	Niveau : négociateurs (V. Medinskiy et D. Arakamia)	Istanbul → « Les négociations sur un accord sur la neutralité et le statut non-nucléaire de l'Ukraine entrant dans une dimension pratique (...), il a été décidé, pour accroître la confiance, de réduire radicalement l'activité militaire en direction de Kiev et Tchernigiv » (vice-ministre russe de la Défense, Alexandre Fomine) → la Russie réoriente en fait son dispositif sur le Donbass L'Ukraine réclame un « accord international » pour garantir sa sécurité, dont seraient signataires plusieurs pays garants (Etats-Unis, Chine, France, Grande-Bretagne, Turquie, l'Allemagne, la Pologne et Israël. « L'Ukraine acceptera un statut neutre si le système de garantie de sécurité fonctionne ». « Les résultats de la réunion d'aujourd'hui (à Istanbul) sont suffisants pour une rencontre au niveau des chefs d'Etat » (David Arakhamia, négociateur ukrainien). Le lendemain, le Kremlin douche les espoirs : « Pour l'instant, nous ne pouvons pas faire état de quoi que ce soit de très prometteur ou d'une percée quelconque. Il y a beaucoup de travail à accomplir ». Les pourparlers reprennent le 1 ^{er} avril par vidéo-conférence.

20 mars 2022	V. Zelensky (CNN)	« Je suis prêt à des négociations avec Vladimir Poutine. Je suis prêt depuis les deux dernières années et je pense que, sans négociations, on n'arrêtera pas la guerre ».
9-10 mars	Délégations ukrainienne et russe niveau MAE	Antalya, Turquie → aucun résultat → les négociations se poursuivent par vidéo-conférence Pourtant, selon le MAE russe : « Certains progrès ont été réalisés » (lors de ces) négociations destinées à « mettre fin dès que possible à l'effusion de sang insensée et à la résistance des forces armées ukrainiennes ».
28 février 2022	Délégations ukrainienne et russe	Premières négociations : zone frontalière ukraino-biélorusse.
	Entretien Poutine/Macron	Poutine exige : la reconnaissance de la souveraineté russe sur la Crimée, l'aboutissement de la démilitarisation et de la dénazification de l'État ukrainien et la garantie de son statut neutre" en préalable à tout règlement.
27 février 2022	V. Poutine	La Russie est prête à des négociations avec l'Ukraine à Gomel en Biélorussie (une délégation des MAE, MINDEF, etc. russes est arrivée en Biélorussie dans ce but). Zelensky accepte le principe, mais « pas en Biélorussie ». Il évoque Jérusalem plus tard en mars, Israël ayant tenté avant la Turquie d'œuvrer à des négociations.
25 février 2022	Conseiller du président Zelensky, M. Podolyak	Selon le média russe RBK, M. Podolyak (qui réfute vivement), aurait déclaré que l'Ukraine est prête à discuter avec la Russie d'un statut de neutralité mais que Kyiv veut en échange des garanties pour sa sécurité.
21 février 2022	V. Poutine	Le processus de paix dans le conflit en Ukraine n'a « aucune perspective » (mise en œuvre des accords de Minsk). D. Kozak, chargé des négociations de paix avec l'Ukraine : « le processus de négociation est au point mort depuis 2019 ».
	S. Lavrov, entretien avec A. Blinken	La Russie est toujours « prête » aux négociations avec les Etats-Unis (la Russie vient de reconnaître l'indépendance des régions séparatistes).

2- Evènements pouvant induire la fin du conflit ou un gel des combats

Evènements	Conséquence(s)	Arrêt du conflit ?	Partie avantagée
Fin de l'aide militaire occidentale à l'Ukraine (raisons multiples : crise économique, hausse de l'immigration ukrainienne, mouvements sociaux, fins des stocks militaires disponibles...)	Arrêt des approvisionnements en armes lourdes/munitions et en carburant de l'armée ukrainienne (FAU) → incapacité probable de cette dernière à résister aux attaques russes, mise en place de guérillas locales (armes légères, IED, etc.) ayant ici ou là un effet retardateur, mais sans doute vain sur la durée.	Oui (sur un temps plus ou moins long : guérilla)	Russie
Accident nucléaire dans une centrale (accidentel après un bombardement ou provoqué)	Selon la gravité de l'accident, intenses pressions internationales pour l'arrêt des combats → probable gel des lignes de front, du moins dans la zone touchée par d'éventuelles retombées/pollution	Non, gel	Russie (partiellement)
Accident nucléaire dans une centrale (accidentel après un bombardement ou provoqué)	Selon la gravité de l'accident, intenses pressions internationales pour l'arrêt des combats → probable gel des lignes de front, du moins dans la zone touchée par d'éventuelles retombées/pollution.	Non, gel	Russie (partiellement)
Intervention chinoise contre Taïwan (voire tensions grandissantes entre Ankara et Athènes)	Les Européens se retrouvent seuls à aider l'Ukraine. L'aide militaire américaine représentant 70% du total de l'aide reçue par Kiev, les FAU ne seraient plus approvisionnées en armes et munitions en nombre suffisant → effondrement des unités de manœuvre FAU.	Oui (sur un temps plus ou moins long : guérilla)	Russie
Coup d'Etat, déstabilisation d'un pays de l'espace post-soviétique allant dans le sens contraire aux intérêts russes (Biélorussie, Arménie, Azerbaïdjan, Asie centrale...)	Moscou se verrait contraint de choisir entre ses opérations en Ukraine (et en Syrie qui perdurent) et le « traitement » de ce nouveau conflit → retirer des troupes d'Ukraine pourrait signifier un effondrement du dispositif russe, à tout le moins des opérations offensives.	Oui (sous conditions)	Ukraine
Frappe nucléaire tactique russe	Cette frappe, qui interviendrait au cas où les FAU se verraient en mesure de reprendre la Crimée ou le Donbass (rattachés par référendum à la Fédération russe), c'est-à-dire en cas d'effondrement de l'armée russe, servirait d'avertissement et figerait le conflit sur les LCF	Non, gel (sauf multiplication des frappes)	Russie (partiellement)
Entrée dans le conflit de l'armée biélorusse	Selon l'importance du dispositif biélorusse mis à disposition de la Russie permettrait une attaque d'ampleur depuis le Nord vers Kiev et déstabiliser le dispositif ukrainien → peu probable, l'opération pourrait relancer les manifestations en Biélorussie.	Oui (sous fortes conditions)	Russie
Pression de la population ukrainienne (manifestations) ou des oppositions politiques à Zelensky pour une fin du conflit	Aucun signe de protestations de masse n'est pour l'heure noté en Ukraine, mais quelques signes que l'opposition à Zelensky s'agite (affaire de l'interview au <i>Washington Post</i> le 16/08.	Oui (mais peu probable)	Russie
Arrêt des combats sur demande du gouvernement Zelensky	<ul style="list-style-type: none"> Le gouvernement ukrainien pourrait juger : que les territoires perdus ne pourront être recouverts, que les dégâts (infrastructures) sont trop importants et les victimes trop nombreuses et qu'une indépendance sous tutelle russe des territoires encore non conquis vaut mieux qu'une poursuite de la guerre. Une percée de l'armée ukrainienne pourrait également induire, paradoxalement, une fin des combats : les FAU récupérerait le Donbass et le Sud (Zaporijjia et Kherson) mais, sous pression des Occidentaux, voire face à une menace nucléaire tactique russe ou tout simplement à bout de souffle, abandonneraient toute idée de récupérer la Crimée. 	Oui (peu probable étant donné les déclarations de Zelensky de septembre 2022 et les offensives ukrainiennes)	Russie ou Ukraine (selon scénario)
Importante percée militaire russe	Scénario peu probable étant donné l'état supposé des forces armées russes (notons toutefois que l'état opérationnel des FAU n'est pas connu précisément). Dans ce cadre, on peut également douter que l'armée russe soit capable de s'emparer et de contrôler	Oui (mais peu probable)	Russie

	l'ensemble du territoire ukrainien. Des opérations de guérilla/harcèlement continueraient probablement un peu partout sur le territoire.		
Coup d'Etat en Russie renversant V. Poutine	<p>Peu probable, mais certains cercles politiques pourraient juger que le conflit est trop coûteux économiquement, matériellement et humainement → on voit mal toutefois ces cercles abandonner la Crimée, mais pourrait l'échanger contre le Donbass (marchandage avec Kyiv ?). A contrario, un renversement de Poutine pourrait voir arriver au Kremlin des milieux encore plus nationalistes et jusqu'au-boutistes. Un tel scénario, s'il devait intervenir, ne se poserait sans doute pas avant le début 2023 si les forces armées continuent à subir des pertes et ne progressent plus. En règle générale, les équilibres institutionnels sont en Russie tellement affaiblis après 20 ans de poutinisme que toute déstabilisation de l'actuel pouvoir russe ne peut que déboucher sur des troubles.</p> <p><i>Nota 1) Le conflit ukrainien semble aussi utilisé par le Kremlin pour purger et affaiblir, via l'enrôlement de supplétifs et autres « bataillons régionaux », des groupes paramilitaires et ultranationalistes qui pourraient, si le conflit dure, menacer le pouvoir russe. Ce nota est aussi valable pour les troupes tchéchènes de Kadyrov.</i></p> <p><i>Nota 2) Toute déstabilisation du régime poutinien aurait aussi un impact important sur les pays voisins, Biélorussie, Géorgie et Moldavie en tête, Karabakh : Lukachenko pourrait être renversé, l'Abkhazie/Ossétie du Sud et Transnistrie récupérées. Impact également quasi-certain sur certaines régions russes : Tchétchénie, Tatarstan, Ingouchie, Ossétie du Nord...</i></p>	Oui (aux conditions ukrainiennes) Non (intensification du conflit)	Ukraine ou Russie (selon scénario)
Effets de sanctions économiques + pressions internationales sur la Russie + défaite de l'armée russe	<p>L'effet des sanctions, associé à l'humiliation d'une défaite militaire, provoquerait en Russie des mécontentements, voire un effondrement de l'économie qui pousseraient V. Poutine, pour éviter des troubles, à retirer ses troupes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mêmes réflexions sur la Crimée et le Donbass que supra ; • Dans ce scénario, V. Poutine pourrait démissionner et laisser la place à une figure moins clivante (schéma D. Medvedev en 2008), tout en continuant à gouverner dans l'ombre → ce scénario ne déboucherait sans doute pas sur une levée des sanctions, tandis que le régime serait, quoi qu'il en soit, ébranlé, et menacé (voir scénario supra). 	Oui	Ukraine
Épuisement des stocks de munitions/équipements russes	Provoquerait probablement un gel des opérations sur les LCF (sauf suprématie des FAU). Peu probable : la BITD russe semble entrée en économie de guerre avec la nomination du ministre de l'Industrie, D. Manturov, au poste de vice-PM en charge de la politique industrielle du gouvernement (15/07), y compris de la BITD, avant de prendre (25/07) le poste de vice-président de la Commission militaro-industrielle (VPK). A contrario, les informations faisant état d'achat de drones à l'Iran ou de munitions à la Corée du Nord (et sans doute à l'allié biélorusse) vont dans le sens d'un certain épuisement des capacités de production militaire russes.	Non, gel	Ukraine (partiellement)
Mort de V. Zelensky	Provoquerait à Kyiv un flottement du pouvoir politique sans possibilité d'organiser de nouvelles élections. On peut imaginer que les FAU continueront le combat même sans Président, mais l'Etat serait déstabilisé.	Non, mais tout dépendrait de la personne qui reprendrait les fonctions par intérim de Zelensky	Russie

3- Thèmes de propagande utilisés par Moscou depuis le début des opérations

Date	Auteur	Thème	Narratif
26 août 2022	M. Zakharova, PP du MID	Inspection par l'AIEA de la centrale de Zaporijjia	Kyiv continue « à faire tout son possible » pour empêcher la mission de l'AIEA à Zaporijjia en continuant à bombarder les alentours. Ce que fait Kyiv autour de la centrale est du « terrorisme nucléaire ».
24 août 2022	S. Shoygu, réunion des MINDEF de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)	Protection des civils	L'armée russe ralentit ses opérations « dans un effort conscient de limiter les pertes civiles ».
24 août 2022	D. Medvedev, vice-directeur du CS	Opération préventive contre l'OTAN	L'opération en Ukraine est une « opération préventive » pour empêcher l'installation de l'OTAN dans le pays
30 juin 2022	MINDEF, Shoygu	Retrait île aux serpents	« Le 30 juin, en signe de bonne volonté, les forces armées russes ont accompli les objectifs fixés sur l'île aux Serpents et ont retiré leur garnison sur place », ce geste devait faciliter les exportations de céréales d'Ukraine.
28 avril 2022	Directeur du SVR, S. Naryshkin	Envahissement d'une partie de l'Ukraine par la Pologne	« Selon des renseignements obtenus par le SVR, Washington et Varsovie élaborent des plans pour mettre en place un contrôle militaire et politique étroit de la Pologne sur « leurs possessions historiques » en Ukraine. La mission se déroulera sans mandat de l'OTAN, mais avec la participation « d'Etats volontaires ». Les « missions de combat » prioritaires de l'armée polonaise comprendront l'occupation progressive de sites stratégiques gardés par la Garde nationale ukrainienne » → Ndr : Naryshkin joue ici sur les demandes répétées des autorités polonaises (notamment en mai 2018 devant le CSNU), qui s'appuyaient elles-mêmes sur de vieilles demandes ukrainiennes, de déployer des casques bleus à la frontière entre l'Ukraine et la Russie et sur l'appel lancé à l'ONU le 3 mars 2022 par Verkhovna Rada d'Ukraine a appelé l'ONU et d'autres organisations internationales à envoyer un contingent de maintien de la paix dans le pays.
Début mars 2022	Divers personnalités russes	Centrale de Zaporijjia	Les Ukrainiens bombardent la centrale de Zaporijjia au risque de provoquer un accident nucléaire qui menacerait l'Europe tout entière. 18 août, Igor Kirillov, commandant des Troupes NRBC russes, met en garde contre les conséquences d'un accident nucléaire et le risque de « libération de substances radioactives dans l'atmosphère à des centaines de kilomètres ». Le message est accompagné d'une carte faisant apparaître les pays, dont la Pologne et l'Allemagne, qui pourraient être touchés par des contaminations en cas d'accident nucléaire à Zaporijjia. Kyiv utilise la même rhétorique propagandaire.
Mars-avril 2022	Divers personnalités russes	Coupures des chaînes d'exportation de céréales	Le risque de famine dans le monde est dû aux sanctions occidentales, la Russie ne pouvant exporter ses céréales. Le PM russe, Mikhaïl Michoustin, reprend encore ce thème le 26 août : « les sanctions illégitimes introduites contre la Russie ont exacerbé les tendances mondiales négatives: les banques et les sociétés financières et logistiques internationales ont cessé de prêter et d'assurer les transactions de vivres et d'engrais depuis la Russie, les terminaux portuaires à l'étranger ont été bloqués ».
28-29 mars 2022	Général Fomine, vice-ministre russe de la Défense	Retrait russe des régions nord (Kyiv et Kharkiv) et recentrage au Donbass	<ul style="list-style-type: none"> Négociations d'Istanbul → « Les négociations sur un accord sur la neutralité et le statut non-nucléaire de l'Ukraine entrant dans une dimension pratique (...), il a été décidé, pour accroître la confiance, de réduire radicalement l'activité militaire en direction de Kiev et Tchernigüv » (vice-ministre russe de la Défense, Alexandre Fomine) → Ndr : la Russie réoriente en réalité son dispositif sur le Donbass En milieu d'après-midi du 29 mars, le général N. Patrouchev, secrétaire du Conseil de sécurité, douche les espoirs d'un accord : « C'est pourquoi, aujourd'hui, il est si important de redonner une véritable démocratie à l'Ukraine, de libérer les habitants du pays de l'oppression des fanatiques, des punisseurs, qui sévissent sur le sol ukrainien, de véritables bêtes à forme humaine. Aujourd'hui, la Russie en Ukraine ratisse les écuries d'Augias qui ont été créées par les États-Unis et leurs sbires européens ». Le 30 mars, V. Poutine : « Pour l'instant, nous ne pouvons pas faire état de quoi que ce soit de très prometteur ou d'une percée quelconque. Il y a beaucoup de travail à accomplir ».
Début mars 2022	Divers personnalités russes	Laboratoires US d'armes biologiques en Ukraine	<ul style="list-style-type: none"> Les États-Unis ont mis en place des laboratoires biologiques en Ukraine dont le rôle est de « créer des armes biologiques ethniquement orientées » (même discours en 2018 contre la Géorgie). Le 9 mars, « L'objectif de ces recherches biologiques financées par le Pentagone en Ukraine était de créer un mécanisme de propagation furtive de pathogènes meurtriers » (porte-parole du MINDEF, Igor Konachenkov).

			<ul style="list-style-type: none"> • Maria Zakharova, la porte-parole du MAE, appelle les États-Unis à révéler des informations sur ce qu'elle appelle ses « <i>activités illégales</i> » en Ukraine et ajoute que la Russie dispose de documents prouvant que le ministère ukrainien de la Santé a ordonné la destruction d'échantillons de peste, de choléra, d'anthrax et d'autres agents pathogènes le 24 février quand les forces russes ont pénétré sur le territoire ukrainien. Maria Zakharova estime que ces documents, découverts par l'armée russe en Ukraine, démontrent « <i>une tentative urgente d'effacer les preuves de programmes biologiques militaires</i> » financés par le Pentagone. • Une commission parlementaire russe est mise en place et une invitation de participation envoyée le 25 mai 22 à V. Nuland, vice MAE américaine. Le 11 mars, Moscou demande une réunion du CSNU sur ce sujet. Sans suite donnée.
14 mars 2022	S. Shoygu, MINDEF	Protection des populations civiles ukrainiennes	« <i>Le ministère de la Défense (russe), pour assurer la sécurité maximale des populations civiles, n'exclut pas la possibilité de prendre le contrôle total des grandes villes qui sont déjà encerclées,</i> »
7 mars 2022	Porte-parole du Kremlin	Couloirs humanitaires à Marioupol	Le Kremlin annonce « <i>ouvrir des couloirs humanitaires</i> » pour les habitants des villes de Kharkiv, Kiev, Marioupol et Soumy « <i>Sur demande personnelle</i> » du président français Emmanuel Macron → ferme démenti de l'Élysée.
1 ^{er} mars 2022	MINDEF russe, S. Shoygu	Boucliers humains	L'armée ukrainienne utilise les civils comme " <i>boucliers humains</i> ". Le 12 mars, V. Poutine reprend le même thème et accuse l'armée ukrainienne de « <i>violations flagrantes du droit humanitaire</i> ». d'« <i>assassinats extrajudiciaires d'opposants</i> », des « <i>prise d'otages de civils</i> » et leur « <i>utilisation comme boucliers humains</i> », ainsi que le « <i>déploiement d'armes lourdes dans des zones résidentielles, à proximité d'hôpitaux, d'écoles et de jardins d'enfants</i> ».
25 février 2022	MINDEF russe, S. Shoygu	Prise de la centrale de Tchernobyl	Selon le MINDEF russe, des unités des VDV russes auraient pris le contrôle de la centrale de Tchernobyl afin « <i>de prévenir toute provocation nucléaire</i> » des « <i>nationalistes ukrainiens</i> ». « <i>L'action commune des troupes parachutistes russes et du bataillon ukrainien de protection de la centrale est la garantie que des unités nationalistes ou d'autres organisations terroristes ne pourront profiter de la difficile situation dans le pays pour organiser une provocation nucléaire</i> » → Ndr : la centrale ne sera réellement prise que le 3 mars.
24 février 2022	V. Poutine, discours annonçant le lancement des opérations	Opération pour prévenir un génocide	Poutine justifie l'intervention pour prévenir un « <i>génocide</i> » orchestré par l'Ukraine dans l'est du pays et la politique agressive de l'Otan à l'égard de la Russie, dont l'Ukraine serait l'outil. « <i>Pour cela, nous nous efforcerons d'arriver à une démilitarisation et une dénazification de l'Ukraine,</i> »

4- Evolution du contenu des « buts de guerre » russes depuis le 24 février 2022

Date	Auteur	« Buts de guerre »
1 ^{er} septembre 2022	V. Poutine (visite à Kaliningrad)	<ul style="list-style-type: none"> L'opération spéciale russe avait pour but de « liquider » « l'enclave antirusse » qui s'était créée sur le territoire ukrainien et qui menaçait la Russie. « C'est pourquoi nos gars qui se battent là-bas le font pour défendre les habitants du Donbass et la Russie elle-même ». Les habitants du Donbass « se considèrent comme appartenant à l'espace humain, culturel et linguistique du monde russe ». « Tout le monde estime que l'agression russe (sic !) vient d'avoir lieu, mais personne ne comprend et ne sait qu'après le coup d'Etat de 2014 en Ukraine, les habitants de Donetsk et de Lougansk ne voulaient pas reconnaître les résultats de ce coup d'Etat ». Les autorités ukrainiennes elles-mêmes ont débuté une guerre contre ces propres citoyens, et le but de la Russie était de l'arrêter. Dans les territoires ukrainiens occupés par les soldats russes, les écoliers ne connaissaient rien de l'histoire commune à la Russie et à l'Ukraine et pensaient même que le pont de Crimée était une infox. « Même les adultes ne savaient pas que l'Ukraine n'avait pas eu d'Etat avant la création de l'URSS ». (rapporté par Kommersant)
27 août 2022	D. Medvedev, vice-directeur du Conseil de Sécurité	<i>L'opération spéciale a été lancée pour éviter la 3^{ème} guerre mondiale. Si l'Ukraine avait reçu le soutien de l'OTAN et était entrée dans l'Organisation, puis qu'un gouvernement fou ukrainien avait lancé une opération militaire contre le territoire russe, par exemple, contre la Crimée, cela aurait signifié le début de la 3^{ème} GM. "Il est désormais vital (que Kyiv) renonce à rejoindre l'Alliance transatlantique, mais cela ne sera pas suffisant pour établir la paix" La Russie continuera sa campagne militaire jusqu'à ce qu'elle ait atteint ses objectifs (interview à LCI)</i>
25 août 2022	D. Medvedev, vice-directeur du Conseil de Sécurité	<i>Réalisation de tous les objectifs de l'opération spéciale et reconnaissance sans équivoque de ses résultats à Kyiv (au besoin grâce à un coup d'Etat à Kyiv).</i>
27 juillet 2022	D. Medvedev, vice-directeur du Conseil de Sécurité	Publication sur Telegram d'une carte présentant la carte de l'Ukraine après le conflit : « Dans l'esprit du président de l'Ukraine, endommagé par des substances psychotropes, voici à quoi ressemblera la carte de l'avenir radieux de son pays » → sur la carte présentée l'Ukraine se réduit à Kiev et ses environs. 7 régions de l'ouest ont été annexées par la Pologne, et 3 du sud-ouest par la Hongrie et la Roumanie, respectivement. Le reste est occupé par Moscou. Peu après, Medvedev affirmera que cette carte a en fait été hackée et qu'il n'en est pas la source.
20 juillet 2022	MAE, S. Lavrov	<i>« La géographie est différente maintenant. Ce ne sont plus seulement les républiques populaires de Donetsk et Lougansk, ce sont aussi les régions de Kherson et Zaporijjia (dans le Sud) et une série d'autres territoires, et ce processus continue, de façon constante et opiniâtre ».</i>
15 juin 2022	D. Medvedev, vice-directeur du Conseil de Sécurité	<i>"Qui peut assurer que l'Ukraine sera toujours sur la carte mondiale dans deux ans?"</i>
22 avril 2022	Général R. Minnekayev, commandant adjoint de la région militaire Centre	<i>« Depuis le début de la deuxième phase de l'opération spéciale, phase qui a commencé il y a deux jours, l'un des objectifs de l'armée russe est d'établir un contrôle total sur le Donbass et le sud de l'Ukraine. Cela permettra d'assurer un couloir terrestre vers la Crimée, ainsi que de peser sur des infrastructures vitales de l'économie ukrainienne » (...) « Cela permettra d'assurer un couloir terrestre vers la Crimée, ainsi que de peser sur des infrastructures vitales de l'économie ukrainienne, les ports de la Mer Noire à travers lesquelles se font les livraisons de produits agricoles, métallurgiques ».</i>
12 avril 2022	V. Poutine	<i>« Il n'y aucun doute (que les objectifs russes seront remplis) ils sont absolument clairs et nobles (...) l'objectif principal est d'aider les gens du Donbass ».</i>
24 mars 2022	Vice-CEMG, général S. Rudskoy	<i>« Les capacités de combat des forces ukrainiennes ont été réduites de manière importante, ce qui permet (...) de concentrer le gros des efforts sur l'objectif principal : la libération du Donbass ».</i>
16 mars 2022	V. Poutine	<i>« L'opération se déroule avec succès, en stricte conformité avec les plans préétablis », Moscou ne laissera pas l'Ukraine devenir une « tête de pont » pour des « actions agressives » contre la Russie. La Russie n'a pas l'intention « d'occuper » l'Ukraine (...) l'offensive a été déclenchée parce que « toutes les options diplomatiques » avaient été « épuisées ». V. Poutine propose à l'Ukraine une neutralité sur les modèles suédois ou autrichien.</i>
12 mars 2022	Vice-MAE S. Riabkov	<i>Les « garanties de sécurité » demandées par la Russie à l'Occident, dont l'assurance que l'Ukraine ne rejoindrait jamais l'Otan, ne sont plus valables. « La situation a changé complètement. La question est désormais d'obtenir la mise en œuvre des objectifs de nos dirigeants » (référence sans doute à la « démilitarisation » de l'Ukraine).</i>
6 mars 2022	V. Poutine	<i>L'Ukraine pourrait perdre son « statut d'État » si elle continue à refuser les exigences russes.</i>
3 mars 2022	Directeur du SVR, S. Narychkine	<i>L'invasion de l'Ukraine a été justifiée par la volonté de Kyiv de se doter d'armes nucléaires.</i>
28 février 2022	Entretien téléphonique Poutine/Macron	<i>Reconnaissance de la souveraineté russe sur la Crimée, aboutissement de la démilitarisation et dénazification de l'État ukrainien et la garantie de son statut neutre en préalable à tout règlement</i>

24 février 2022	V. Poutine, annonce de l'offensive	Justifie l'opération par l'appel à l'aide des séparatistes lancé dans la nuit et par la politique agressive de l'Otan à l'égard de la Russie, dont l'Ukraine serait l'outil. « Pour cela, nous nous efforcerons d'arriver à une démilitarisation et une dénazification de l'Ukraine ».
	V. Nebenziya, ambassadeur russe auprès de l'ONU	« L'opération spéciale » russe a été lancée « car l'Ukraine n'a pas entendu les appels à cesser ses provocations ». « Nous ne sommes pas agressifs envers le peuple ukrainien, mais envers la junte au pouvoir à Kiev ».

5- Historique de l'accord sur les « export de céréales »

(accord négocié par SGNU depuis 2 mois) ou sans l'ONU (Russie-Turquie sur demande ONU)

Date	Auteurs	Résultats	Commentaires
7 septembre 2022	V. Poutine	« Presque toutes les céréales exportées d'Ukraine sont envoyées non pas aux pays en développement et aux pays les plus pauvres, mais aux pays de l'Union européenne » (...) « Cela pourrait mener à une catastrophe humanitaire sans précédent. Peut-être devrions-nous réfléchir à la façon de limiter les exportations de céréales et d'autres produits alimentaires par cette voie ? » → réponse du MAE Ukrainien : « Au total, les deux tiers des navires envoyés sont dirigés vers l'Asie, l'Afrique et le Moyen-Orient » → R. Erdogan, le 8 septembre 2022, donne raison à V. Poutine : la Russie peine à exporter ses céréales et les exportations de céréales ukrainiennes « ne vont pas aux pays pauvres ».	
	V. Nebenzya, représentant russe auprès de l'ONU	« Nous avons réussi à trouver un accord, mais côté russe, rien ne marche. Pas un seul navire russe n'a pu exporter du grain russe depuis les ports russes ». Evoquant la fin de l'accord du 22 juillet en novembre 2022, il ajoute : « "Je ne suis pas impliqué dans les négociations sur l'accord et sa prolongation, mais vu les résultats, ou plutôt l'absence de résultats, je n'exclus rien". »	
6 septembre 2022	S. Lavrov, MAE	« Nos collègues occidentaux ne font pas ce que nous a promis le Secrétaire général des Nations unies » (...) « Ils ne prennent pas de décisions pour lever les sanctions logistiques qui empêchent le libre accès des céréales et des engrais russes aux marchés mondiaux. » (une des conditions de l'accord du 22 juillet 2022.	
1 ^{er} août 2022	Cargo <i>Razoni</i>	Le <i>Razoni</i> , premier navire à transporter des céréales ukrainiennes (dans ce cas 26 000 t. de maïs) depuis l'accord du 22 juillet, quitte Odessa en début de matinée à destination de Tripoli au Liban. Il sera inspecté le 2 août à Istanbul. Battant pavillon de la Sierra Leone, le <i>Razoni</i> a une capacité de 30 000 tonnes. Du fait du retard du navire à Tripoli ou de la mauvaise qualité de la cargaison, la vente est annulée et le <i>Razoni</i> revient à Mersin, en Turquie, puis à Tartous, en Syrie, où un autre acheteur aurait été trouvé.	
27 juillet 2022	3 pays + ONU	Ouverture du Centre de coordination conjointe (CCC) dans une école militaire d'Istanbul. Il sera dirigé par « 5 représentants de la Russie, de l'Ukraine et de l'ONU, ainsi que de la Turquie, tant militaires que civils », selon le ministre turc de la défense.	
23 juillet 2022	Martin Griffiths, sous-secrétaire général des Nations Unies pour les affaires humanitaires	Les distances de sécurité (zone tampon) le long des corridors qui serviront à l'exportation du blé ukrainien n'ont pas encore été fixées. Elles pourraient être comprises entre 1 et 5 nautique(s) (nq) de chaque côté (des corridors).	
22 juillet 2022	Ministre ukrainien des infrastructures, A. Kubrakov + président Zelensky	A. Kubralov : « plus 20 millions de tonnes de céréales » ukrainiennes, récolte de l'année 2021, se trouvent déjà dans les entrepôts. La nouvelle récolte sera également exportée. Pour Zelensky, ces 20 millions de tonnes représentent quelque 10 milliards de \$.	
	SGNU Antonio Guterres, président turc Recep Tayyip Erdogan, ministres turc et russe de la Défense et ministre ukrainien des Infrastructures (à noter, au 1 ^{er} rang, derrière les officiels, la présence de Roman Abramovitch, côté russe).	En réalité, 2 accords ont été signés le 22 juillet à Istanbul : l'un par l'Ukraine, l'autre par la Russie, qui ont chacune pris des engagements vis-à-vis de la Turquie et des Nations unies, médiatrices de cette crise. Le MINDEF russe parle de la signature d'un « <i>mémorandum (qui) prévoit l'implication de l'ONU dans la suppression des diverses restrictions à l'exportation de produits agricoles et d'engrais russes (y compris l'ammoniac) vers les marchés mondiaux</i> » et un deuxième document « <i>(qui) détermine les modalités d'exportation de produits agricoles ukrainiens à partir de ports contrôlés par l'Ukraine</i> ».	<p>Signature d'un « mémorandum sur les exportations de céréales et d'engrais ».</p> <p>L'accord prévoit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des inspections en Turquie (port d'Haydarpara et d'Ambarli) des navires au départ et à l'arrivée (exigence de Moscou) pour s'assurer qu'ils ne transportent pas d'armes. Les inspecteurs appartiennent aux 4 parties. • Des couloirs de navigation sécurisés à travers la mer Noire et exempts d'activité militaire. Tout déminage dans un de ces couloirs sera mené par « un pays tiers » (autre que Russie, Ukraine et Turquie). Au départ des 3 ports ukrainiens concernés dans un 1^{er} temps (Odessa, <i>Tchernomorsk</i> et <i>Pivdenny/Yujne</i> → ces 2 derniers sont très proches d'Odessa), les navires seront escortés par des pilotes de ports ukrainiens (non militaire donc) jusqu'à la sortie des eaux territoriales (12nq). Le nombre de ports ukrainiens concernés pourrait s'étendre au fil du temps. • Accord valide 4 mois et automatiquement reconduit pour 4 autres mois. • Création d'un centre de contrôle et de coordination à Istanbul (centre de coordination conjoint, CCC),

		<ul style="list-style-type: none"> L'accord est accompagné d'un mémorandum signé entre l'ONU et la Russie qui garantit que les sanctions occidentales ne toucheront ni les céréales ni les engrais russes directement ou indirectement (exigence de la Russie). <p>A-côtés de l'accord : Selon une source diplomatique à New York, les États-Unis auraient offert des « <i>garanties</i> » afin que des navires de gros tonnage soient fournis à la Russie pour faciliter l'exportation de ses céréales et de ses engrais. En effet, selon le MAE turc, « <i>Même si les produits [agricoles] russes ne sont pas concernés par les sanctions, il y a des blocages concernant le transport maritime, les assurances et le système bancaire</i> ». En raison des sanctions, les sociétés logistiques internationales qui possèdent de tels navires rechignent à travailler avec Moscou.</p>	
	Mikhaïlo Podoliak, conseiller présidentiel ukrainien, à quelques heures de la signature	« <i>L'Ukraine ne signe aucun document avec la Russie. Nous signons un accord avec la Turquie et l'ONU et prenons des engagements envers eux. La Russie signe un accord miroir avec la Turquie et l'ONU</i> » + « <i>toute "provocation" russe après cet accord recevrait une "réponse militaire immédiate"</i> ».	
	Rustem Umerov, membre de la délégation ukrainienne en charge des négociations avec la Russie	« <i>L'exportation de blé (ukrainien) partira de 3 ports : Odessa, Yuzhnyy et Tchernomorsk, liste qui dans le futur, on l'espère, sera élargie. Toutes les recommandations des forces navales, des forces armées doivent être respectées. Il existe des couloirs, des itinéraires sûrs que nous avons mis en place avec les militaires, et tous les navires civils emprunteront ces routes</i> ». Le respect des règles de sécurité dans ces couloirs relèvera du « <i>groupe de contrôle de l'ONU</i> » qui sera mis en place à Istanbul. Les navires russes ne pourront pas entrer dans les eaux ukrainiennes.	
20 juillet 2022	R. Erdogan, retour de Téhéran	Le président turc dit espérer toujours qu'un accord entre la Russie et l'Ukraine sur les exportations de céréales verra le jour « <i>cette semaine</i> ». « <i>Nous avons un mémorandum que nous espérons voir transformé en un texte écrit cette semaine</i> » (...) « <i>Nous espérons que le plan commencera à être mis en œuvre dans les prochains jours, depuis un centre de coordination à Istanbul</i> ».	
	MAE russe S. Lavrov	Le MAE déclare avoir insisté auprès de l'ONU pour obtenir un accord facilitant les exportations agricoles de Russie, affectées par les sanctions occidentales, en échange du passage des céréales ukrainiennes bloquées → « <i>Nous avons envoyé hier un signal au secrétaire général [de l'ONU] en lui disant : "Voilà, c'est ton initiative, prenons une décision concernant les Ukrainiens, puis concernant les Russes"</i> ». S. Lavrov ajoute que par ailleurs l'Ukraine a refusé d'inclure un point concernant les céréales russes dans les négociations menées la semaine dernière à Istanbul avec la médiation de l'ONU et de la Turquie. « <i>Nous nous sommes entendus sur les principes de base permettant d'exporter les céréales ukrainiennes, mais quand notre délégation a demandé d'ajouter une deuxième partie [concernant la production russe], les Ukrainiens ont refusé catégoriquement. La délégation de l'ONU a gardé honteusement le silence</i> ».	
19 juillet 2022	Téhéran, présidents russe, turc et iranien	M. Poutine affirme qu'un progrès a été fait grâce au président turc sur la question des exportations par mer des céréales ukrainiennes. « <i>Toutes les questions ne sont pas encore réglées, c'est vrai, mais il y a du mouvement et c'est une bonne chose</i> » (...) « <i>Nous faciliterons l'exportation des céréales ukrainiennes, mais en partant du fait que toutes les restrictions liées aux livraisons aériennes à l'export des céréales russes soient levées</i> ».	
18 juillet 2022	/	Le MINDEF turc confirme la tenue « <i>probable</i> » cette semaine d'une 2 ^{ème} réunion consacrée à l'exportation des céréales ukrainiennes en mer Noire avec les pays concernés	Source anonyme : cette réunion pourrait se tenir « <i>mercredi ou jeudi</i> » (20 ou 21 juillet), après le sommet du 19 juillet en Iran des présidents russe, iranien et turc.
13 juillet 2022	Experts militaires de Russie, d'Ukraine, de Turquie et des Nations unies	« <i>Selon le MINDEF turc « Un accord de principe (...) a été trouvé » avec l'Ukraine et la Russie pour l'établissement d'un couloir maritime sécurisé permettant le transport de plus de 20 millions de tonnes de céréales (grains et engrais) bloquées dans les ports d'Ukraine, particulièrement depuis Odessa.</i>	Le MINDEF turc énumère les « <i>questions techniques</i> » qui restent à préciser : « <i>L'installation d'un centre opérationnel à Istanbul, les contrôles conjoints aux sorties et entrées des ports et la sécurisation de la navigation le long des couloirs</i> ». Des responsables turcs assurent disposer de 20 cargos en mer Noire prêts à être rapidement chargés de céréales ukrainiennes. Moscou rappelle son exigence de « <i>contrôler et fouiller les navires, pour éviter la contrebande d'armes, et un engagement de Kiev à ne pas organiser de provocations</i> ». Le 15 juillet, le MINDEF russe indique qu'un « <i>document final</i> » sera prêt sous peu.
22 juin 2022	Moscou, délégation MINDEF turc + MINDEF russe	MINDEF russe : « <i>Les parties ont discuté des questions liées à la sécurité des navires marchands et l'exportation des céréales depuis</i>	Un navire marchand turc, l' <i>Azov Concord</i> , a quitté le port ukrainien de Marioupol après ces discussions.

		<i>les ports ukrainiens, ainsi que d'approches pour assurer la sûreté de la navigation en mer Noire ».</i>	
8 juin 2022	Ankara, MAE russe et turc	MAE turc : La Turquie juge « <i>légitime</i> » la demande de la Russie de lever les sanctions appliquées aux exportations agricoles russes pour faciliter les exportations ukrainiennes → « <i>Si nous devons ouvrir le marché international ukrainien, nous pensons que lever les obstacles aux exportations russes est légitime</i> ».	
3 juin 2022	Vasyl Bodnar, ambassadeur ukrainien à Ankara	« <i>la Turquie (fait) partie des pays qui achètent du blé que la Russie a «volé» à l'Ukraine.</i> L'ambassadeur déclare également avoir requis l'aide des autorités turques et d'Interpol pour comprendre qui est impliqué dans les expéditions de céréales transitant par les eaux turques.	
31 mai 2022	MAE russe	« <i>Les pays occidentaux, qui ont créé une tonne de problèmes artificiels en fermant leurs ports aux navires russes, en supprimant des chaînes logistiques et financières, doivent réfléchir sérieusement à ce qui compte le plus (...) Soit faire de la com' sur la question de la sécurité alimentaire, soit résoudre ce problème avec des mesures concrètes : la balle est dans leur camp</i> ».	Lavrov appelle une nouvelle fois l'Ukraine à déminer ses eaux territoriales autour de ses ports pour permettre le passage en mer Noire de navires chargés de céréales.
30 mai 2022	V. Poutine et R. Erdogan (téléphone)	V. Poutine (communiqué Kremlin) : « <i>La Russie est prête à aider à trouver des options pour une exportation sans entraves des céréales, y compris des céréales ukrainiennes en provenance des ports situés sur la mer Noire</i> », selon un communiqué du Kremlin. Pour Vladimir Poutine, les difficultés liées aux livraisons alimentaires ont été provoquées par « <i>une politique économique et financière erronée des pays occidentaux, ainsi que par les sanctions antirusse</i> » imposées par ces pays.	
27 mai 2022	Entretien téléphonique Poutine-Draghi	Poutine : si les sanctions contre la Russie sont levées, la Russie se dit " <i>prête à apporter une contribution significative pour surmonter la crise alimentaire grâce à l'exportation de céréales et d'engrais, sous réserve de la levée par l'Occident des restrictions à motivation politique</i> ".	
26 mai 2022	D. Peskov, porte-parole du Kremlin	« <i>Nous accusons les pays occidentaux d'avoir pris une série d'actions illégales qui ont conduit au blocus</i> » (des céréales ukrainiennes).	
	Andrey Rudenko, diplomate russe	La résolution de la crise passe par la levée des sanctions contre Moscou et " <i>le déminage par Kiev</i> " des ports de la mer Noire. Selon lui, Moscou est prêt ensuite à assurer des " <i>couloirs humanitaires</i> " pour que les navires puissent exporter.	
25 mai 2022	MINDEF russe	Le MINDEF propose d'ouvrir un corridor pour permettre aux navires étrangers de quitter les ports de la mer Noire et un autre pour permettre aux navires de quitter Marioupol sur la mer d'Azov. Mais la Russie a indiqué que le port de Marioupol en particulier devrait tout d'abord être déminé.	S'exprimant à Davos, en Suisse, le MAE ukrainien dit que son pays est prêt à accepter le principe de corridors sûrs, mais qu'il n'est pas certain de pouvoir faire confiance à la Russie pour respecter tout accord.

6 - Chronologie de la préparation des opérations (côté russe)

Juillet 2021	<ul style="list-style-type: none"> Article fleuve de V. Poutine dans lequel il rappelle la création artificielle de l'Ukraine par les bolcheviks, Russie et Ukraine forme un seul peuple, etc. L'article va notamment servir d'éléments de langage pour la crise à venir.
17 février 2022	<ul style="list-style-type: none"> Echanges de tirs à l'arme lourde se multiplient le long de la ligne de front entre séparatistes prorusses et forces ukrainiennes
18 février	<ul style="list-style-type: none"> Les dirigeants des « républiques séparatistes » de Donetsk et de Lougansk (DNR/LNR) annoncent par vidéo évacuer leurs populations civiles vers la Russie. Selon certaines sources, ces vidéos auraient en fait été tournées le 16 février. On note, en fait, au cours de ces quelques jours qui précèdent l'intervention russe le 24 février, de nombreux incidents, sans doute fictifs, mettant en cause des « <i>saboteurs ukrainiens</i> », certains « <i>parlant polonais</i> ». Des « <i>incursions</i> » des Forces armées ukrainiennes (FAU) sur le territoire russe est signalée par la presse nationale le 21 février (des images montrent des blindés de type BTR non-identifiés en feu).
20 février	<ul style="list-style-type: none"> Arrivée au Donbass de volontaires de Crimée (dont des Cosaques), selon le « <i>coordinateur du comité d'intégration Russie-Donbass</i> ».
21 février	<ul style="list-style-type: none"> Les DNR/LNR appellent Poutine à reconnaître leur indépendance et à mettre en place une « <i>coopération en matière de défense</i> ». Réunion du Conseil de Sécurité russe qui vote pour la reconnaissance de l'indépendance des DNR/LNR. Long discours de Poutine dans lequel, selon la même veine que dans son article de juillet 2021 (voir supra) il nie la légitimité de l'Etat ukrainien et son indépendance et promet, notamment, de punir les coupables de la tragédie d'Odessa en 2014. V. Poutine signe ensuite 2 décrets (reconnaissance et instauration des liens diplomatiques avec les DNR/LNR).
22 février	<ul style="list-style-type: none"> Poutine ordonne au MAE/MID de mettre en place des liens diplomatiques avec DNR/LNR et de préparer le texte d'un « <i>Accord d'amitié, de coopération et de soutien mutuel</i> » avec elles. Après le vote de la Douma/Sénat, la Russie reconnaît la souveraineté des LNR/DNR dans les « <i>limites administratives reconnues par leur constitution</i> ». Celles-ci correspondent aux oblasts de Donetsk et de Lougansk « <i>quand ils étaient dans l'Ukraine</i> ». L'accord permet la mise en place de bases russes dans ces régions. Il est valide 10 ans et reconduit tacitement pour 5 ans. Les frontières exactes devront être tracées lors de pourparlers entre les deux républiques séparatistes et l'Ukraine : « <i>ce n'est pour l'instant pas possible pacifiquement, mais ce le sera dans le futur</i> » (Kommersant 22/02 (19h40)). Les « <i>accords de Minsk ont été tués longtemps avant la reconnaissance des LNR/DNR</i> ». Les DNR/LNR ratifient l'accord en fin de matinée. Instauration de relations diplomatiques avec les LNR et DNR (décret présidentiel 71). Dans la soirée, les MAE russe et séparatistes formalisent l'accord « <i>au niveau des ambassadeurs</i> ». La MAE/MID appelle les autres États « <i>à suivre son exemple</i> » et à reconnaître l'indépendance des Républiques séparatistes de l'est de l'Ukraine. Vice-MINDEF N. Pankov : « <i>la situation au Donbass ne cesse de se détériorer. La Russie doit prendre sous sa protection les habitants de ces jeunes Etats, dont beaucoup (d'habitants), des centaines de milliers, sont citoyens russes</i> ». (Soirée) V. Poutine demande au Sénat l'autorisation d'envoyer des soldats au Donbass pour y assurer « <i>des fonctions de maintien de la paix</i> ». La Douma vote dans la foulée. Poutine se dit prêt à « <i>démilitariser l'Ukraine</i> » si Kiev n'abandonne pas son projet de rejoindre l'OTAN → dans la nuit, une réunion d'urgence du CSNU est organisée pour tenter d'éviter la guerre. Les diplomates américains encore en poste en Ukraine sont déplacés en Pologne. La Russie annonce évacuer ses diplomates en poste à Kiev, Odessa, Lviv et Kharkov. Le Secrétaire d'Etat américain, A. Blinken, dénonce « <i>le début d'une invasion russe de l'Ukraine</i> ». Selon le ministère de la sécurité d'Etat (MGU) de la « <i>république de Donesk</i> », un attentat aurait visé l'ancien MINDEF de la « <i>république</i> », V. Kononov, en fin d'après-midi. L'homme en sort indemne, mais un passant aurait été blessé aux jambes. Secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg : la Russie continue de préparer une invasion à grande échelle de l'Ukraine après avoir reconnu (ce) lundi l'indépendance de deux régions séparatistes de l'est du pays. « <i>Tout indique que la Russie continue de préparer une attaque de grande ampleur contre l'Ukraine</i> ».
23 février	<ul style="list-style-type: none"> Selon le chef de la DNR, la mobilisation s'accélère « <i>pour contrer l'agression ukrainienne</i> ». « <i>La situation est critique mais les séparatistes gagneront avec le soutien russe</i> ». Les hommes de 18 à 55 ans sont appelés à s'enrôler.

	<ul style="list-style-type: none"> • L'évacuation du personnel diplomatique russe à Kyiv commence. • Moscou : il ne doit pas y avoir de doute : « <i>il y aura une riposte forte aux sanctions, pas forcément symétrique, mais bien calculée et douloureuse pour la partie américaine</i> ». • Nouvelles cyberattaques, après celles du 16 février, contre les sites de la Rada, du MAE, du ministère de l'Intérieur et du MINDEF ukrainiens • Le FSB dit avoir déjoué un « <i>projet d'attentat de Pravyi Sektor dans une église de Crimée</i> ». 6 terroristes auraient été arrêtés. Ce serait l'œuvre, selon le FSB, d'Ukrainiens vivant en Crimée. • Selon le ministère russe de la sécurité civile (MTChS), « <i>96 000 réfugiés du Donbass sont à ce jour rentrés en Russie</i> ». • Un dépôt de bus est détruit par le feu à Lougansk, l'incident est qualifié de « <i>terroriste</i> ». Plus tôt, 2 civils auraient été tués par un tir ukrainien, toujours à Lougansk. Dans le <i>rayon</i> de Lénine à Donetsk c'est une explosion qui aurait eu lieu près du siège de la TV locale. • Dépôt de gerbes au monument au Soldat inconnu sous le Kremlin par V. Poutine qui félicite également les forces armées à l'occasion du jour des Défenseurs de la Patrie (23 février). • Soirée : Le Kremlin annonce avoir reçu un appel à l'aide des responsables des « <i>républiques</i> » séparatistes prorusses autoproclamées dans l'est de l'Ukraine pour « <i>repousser</i> » l'armée ukrainienne. L'aide a été requise « <i>sur la base</i> » des traités d'amitié conclus peu avant avec Moscou et qui ouvrent la porte à une présence de l'armée russe sur ces territoires séparatistes. • Vers minuit : la Russie ferme une partie de son espace aérien dans la région de Rostov, à l'est de sa frontière avec l'Ukraine, « <i>afin d'assurer la sécurité</i> » des vols de l'aviation civile. 	
24 février, aube : début des opérations	<ul style="list-style-type: none"> • Une heure avant l'attaque : une cyberattaque russe contre le réseau satellitaire KA-SAT (Viasat) provoque « <i>des perturbations importantes dans les communications</i> » des services publics, des entreprises et des citoyens ukrainiens. Des microstations terrestres « <i>faisant fonctionner des éoliennes</i> » et acheminant internet sont notamment perturbées tandis que des <i>malwares</i> de type Wiper sont diffusés dans les réseaux ukrainiens. Plusieurs pays membres de l'UE sont également touchés. Cette attaque ne sera explicitement reprochée à Moscou que le 10 mai par les autorités européennes et américaines. • Début de matinée : « <i>La frontière d'Etat ukrainienne est attaquée par des troupes russes depuis la Russie et le Belarus</i> ». Des explosions sont entendues dans plusieurs villes dont la capitale Kiev, Kharkiv, Kramatorsk, Dniepr, Donetsk, mais aussi les cités portuaires de Marioupol et Odessa. • Bombardements de l'armée de l'air russe et tirs « <i>de missiles Grad</i> » (source ukrainienne) contre les aéroports de Borispol, Ozernogo, Kulbakino, Chuguev, Kramatovsk et Chornobaevka. Les oblasts de Lougansk, Sumy, Kharkiv, Chernigiv et Zhitomir sont attaqués, y compris depuis la Biélorussie. On compte 6 militaires ukrainiens tués à Podolsk (oblast d'Odessa), un homme tué à Marioupol et un autre dans l'oblast de Nikolaïev. • Selon TASS, le poste frontière russe de Tetkino dans l'oblast de Koursk (150m de la frontière) aurait été visé par des tirs ukrainiens ce matin à 09h40. Le ou les postes de tirs « <i>ont été détruits par des tirs de représailles</i> (de l'armée russe) ». • Selon les Ukrainiens, « <i>Des véhicules militaires russes, y compris des blindés, (violent la frontière dans les régions de Tcherniguiv (nord, frontière biélorusse), Soumy (nord-est, frontière russe), Lougansk et Kharkiv (est, frontière russe))</i> ». • Des captures d'écran vidéo du Service national des gardes-frontières ukrainiens 	<p style="text-align: center;">Déclaration de V. Poutine (4h du matin) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'opération est lancée pour aider les séparatistes du Donbass qui dans la nuit ont lancé un appel à l'aide et pour contrer « <i>la politique agressive de l'Otan à l'égard de la Russie</i> », dont l'Ukraine « <i>serait l'outil</i> ». « <i>Pour cela, nous nous efforcerons d'arriver à une démilitarisation et une dénazification de l'Ukraine</i> ». • (Je promets) de traduire devant un « <i>tribunal ceux qui ont commis des crimes nombreux, les responsables de l'effusion de sang de civils, notamment des citoyens russes</i> ». • « <i>Nous n'avons pas dans nos plans une occupation des territoires ukrainiens, nous ne comptons rien imposer par la force à personne</i> ». • (Aux militaires ukrainiens) : « <i>Je vous appelle à déposer les armes</i> », et à « <i>quitter le champ de bataille sans entrave</i> ». • (Je ne veux pas) « <i>l'occupation</i> » de l'Ukraine, mais sa « <i>démilitarisation</i> ». • Ceux « <i>qui tenteraient d'interférer avec nous (...)</i> doivent savoir que la réponse de la Russie sera immédiate et conduira à des conséquences que vous n'avez encore jamais connues ». <p style="text-align: right;">----oOo----</p>

<p>montrent des véhicules militaires russes entrant dans l'oblast de Kherson depuis la Crimée par le poste frontalier de Kalanchak.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Selon une source occidentale, un tweet montrerait des soldats russes hissant un drapeau sur la centrale hydroélectrique de Kakhovka, ville située sur les bords du Dniepr, à 60 km au nord de la Crimée. • L'OSCE enregistre « <i>au cours des 24 dernières heures 528 violations du cessez-le-feu</i> » dans les zones contrôlées par la RPD et 1182 dans celles contrôlées par la RPL. Un drone d'observation et son poste de contrôle appartenant aux observateurs OSCE auraient été détruits par un « <i>homme en uniforme russe</i> ». • L'Etat-Major ukrainien réfute l'information faisant état d'un débarquement russe à Odessa. • «<i>La navigation dans les eaux de la mer d'Azov est suspendue depuis 04H00 (01H00 GMT) du matin jusqu'à nouvel ordre</i>», indique l'agence maritime russe Rosmorrechflot. 	<ul style="list-style-type: none"> • Selon le MINDEF russe, S. Shoygu, les gardes-frontières ukrainiens n'ont opposé aucune résistance aux unités russes, tous les systèmes de défense aérienne ukrainiens ont été détruits, tout comme les bases aériennes. Les unités ukrainiennes quittent « <i>massivement</i> » leurs positions et déposent les armes. • Selon V. Nebenziya, ambassadeur russe à l'ONU, l'opération spéciale russe a été lancée « <i>car l'Ukraine n'a pas entendu les appels à cesser ses provocations</i> ». «<i>Nous ne sommes pas agressifs envers le peuple ukrainien, mais envers la junte au pouvoir à Kiev</i> », • Selon le Kremlin, l'opération militaire contre l'Ukraine durera le temps nécessaire, en fonction de ses «résultats» et sa «pertinence», estimant que les Russes soutiendraient une telle offensive.
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

--

Note de la rédaction du Diploweb.com

Le ministère des Armées (France) actualise régulièrement une page internet intitulée « Ukraine : point de situation » qui présente non seulement une carte actualisée mais donne également accès aux archives à compter du 2 mars 2022. Ce qui permet de garder une trace précise à la fois dans le temps et dans l'espace. <https://www.defense.gouv.fr/ukraine-point-situation>